

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 231 - VENDREDI 10 OCTOBRE 2014

## PÂQUERETTE EMBARRASSÉE

Commentaire d'un journaliste sur les embarras de la droite après son succès aux sénatoriales :

« *La droite ne parvient pas à présenter une alternative à la politique économique de Hollande.* »

C'est vrai que ce n'est pas simple de faire pire. ●

## AGENDA MILITANT

→ **12 octobre**  
Paris [On a grèvé](#)

→ **18 octobre**  
Paris [Palestine, il est temps !](#)

→ **23 octobre**  
Montluçon [Pensons une nouvelle société,](#)  
avec Axel Kahn

→ **25 octobre**  
Sens [Dette et extractivisme](#)

→ **26 octobre**  
Gardanne [Alternatives citoyennes](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Rencontres/Débats**  
[Deux questions sensibles,](#)  
[réponse à A. Brossat,](#) M. Mouréreau

→ **Rencontres/à lire**  
[Extrême-droite en France et en Europe : de](#)  
[l'analyse aux chantiers de la contre-offensive](#)

→ **Hautes-Alpes**  
[Le Fourmidaible, c'est reparti](#)

## Nous refusons la baisse des dotations de l'État !

Le projet de loi de Finances de l'État pour 2015 confirme la perte de 11 milliards d'euros de dotations aux collectivités territoriales pour les trois prochaines années. C'est une somme énorme qui va déstabiliser les finances du bloc communal, provoquer une chute des investissements publics et diminuer à terme le niveau de service public rendu quotidiennement aux citoyens. Pour Gennevilliers, c'est moins 4 millions dans le budget 2015, moins 10 millions cumulés jusqu'en 2017 !

Le gouvernement refusant de trouver les recettes nouvelles nécessaires pour faire face à la crise et de s'engager dans une véritable politique de lutte contre la fraude fiscale, préfère sacrifier les acteurs publics locaux tout en poursuivant les cadeaux au patronat.

Ces ponctions ne peuvent qu'aggraver les effets de la récession qui frappe déjà durement le pays et déstabiliser un peu plus une société marquée par un chômage de masse, par un recul des services publics de proximité.

Nos concitoyens en paieront le prix au quotidien : sous forme de diminution des services publics et de mauvais entretien des infrastructures. Les Allemands ont déjà l'occasion de voir les effets de cette politique de désinvestissement. La rareté des places en crèche dans ce pays est lourde de conséquence.

Si une ville construit des logements, il faut prévoir des infrastructures publiques comme, au minimum, les crèches et les écoles. L'aide à la construction ne suffira pas, il faut les moyens du fonctionnement d'une crèche (20 emplois), d'une école (10 emplois). Les communes à faible potentiel fiscal doivent être entendues, des moyens supplémentaires doivent leur être attribués.

Pour atténuer les effets de cette politique sur les collectivités, le pouvoir impose la péréquation, c'est-à-dire le partage d'un gâteau qui se rétrécit de plus en plus. Les cartes en sont biaisées puisque seule la haute administration de Bercy détient les données qui permettent d'alimenter les mécanismes complexes créés par ses soins. Les collectivités locales ne sont pas responsables de la crise financière d'un État qui a organisé – à force de baisses des impôts – son insolvabilité.

Les dotations aux communes ne sont nullement des cadeaux de l'État aux collectivités mais la contrepartie d'anciens impôts locaux supprimés et que l'État s'est engagé solennellement à compenser. Le Parlement devrait faire de la réforme de la fiscalité locale une priorité.



● **Patrice Leclerc**  
Maire de Gennevilliers, conseiller général des Hauts-de-Seine

# Arts et transformation sociale : des luttes des intermittents et précaires à la quête d'un imaginaire d'émancipation.

**La lutte des intermittents du spectacle met en lien la nécessité de droits sociaux pour tous et d'une présence artistique dans la vie de chacun. Sur le stand d'Ensemble ! à la Fête de L'Humanité 2014, Laurent Eyraud-Chaume, Thomas Pitiot et Nicolas Roméas en ont débattu.**



**Sylvie Larue**, modératrice, rappelle d'abord que la lutte des intermittents du spectacle a été présentée en 2014 - et peut-être vécue par beaucoup de "spectateurs" - comme la lutte de quelques irréductibles pour défendre leur régime particulier, de moins en moins défendable en période de crise. Or cette lutte est analysée par les mouvements d'intermittents comme une lutte d'intérêt général. En quoi ?

Les mobilisations des artistes et des techniciens portent à la fois sur la nécessité de droits sociaux pour tous et sur la défense d'une présence artistique dans la vie de chacun. Elles débordent la simple défense d'une situation pour s'aventurer vers l'invention d'une nouvelle manière d'organiser les revenus.

Ces luttes dévoilent aussi l'importance de faire vivre un imaginaire libre et facteur d'émancipation, une création artistique comme lieu de partage du sensible, espace d'infinie liberté, comme un antidote pour préserver notre part d'humanité.

**Vous êtes tous impliqués dans des pratiques artistiques "engagées"; est-ce que vous revendiquez de participer à la construction d'un imaginaire politique d'émancipation ? Comment partager cet enjeu là et faire de la politique ensemble ?**

**Ce qui inquiète le MEDEF et le pouvoir, c'est qu'on a construit des propositions qui sont justes, mais qui débordent largement le seul périmètre de la question des intermittents.**



**Thomas Pitiot**, chanteur et animateur du festival Aubercaill ([www.thomaspitiot.net/](http://www.thomaspitiot.net/)) : Depuis 2003 la coordination nationale des intermittents, les syndicats, réfléchissent beaucoup à ce qu'a été ce protocole. Il a fallu du temps pour tout décortiquer et nous sommes

tous devenus un peu des experts des annexes 8 et 10. Nous sommes devenus "performants", beaucoup plus finalement que des gens du ministère ou de Pôle emploi, de l'UNEDIC... Aujourd'hui, ce qui inquiète le MEDEF et le pouvoir, c'est qu'on a construit des propositions qui sont justes mais qui débordent largement le seul périmètre de la question des intermittents. C'est toute la question de la précarité qu'on a traitée à travers ces luttes et, de plus en plus, on a eu la chance de rencontrer des intérimaires, dans les statuts précaires de leurs métiers respectifs, qui se reconnaissent aussi dans nos propositions et dans ce que l'on dénonce aujourd'hui. Je pense que ce qui différencie le mouvement des intermittents de cet été avec l'épisode de 2003, c'est qu'il y a une maturité assez incroyable des propositions qui sont faites, et même dans la façon d'agir et d'exprimer nos revendications. On est passé à un âge adulte, mature de la lutte.

J'étais au mois de juillet en Avignon, nous nous sommes réunis avec la coordination nationale. J'ai constaté un fort rajeunissement de la lutte. Il y a beaucoup de ●●●



L'édition 2014 du festival Aubercail ([www.aubercail.fr](http://www.aubercail.fr))

●●● très jeunes gens qu'on n'avait pas forcément vu ces dernières années dans les rassemblements, dans les luttes politiques. Ils se sont saisis de ces questions techniques très complexes.

On a aussi constaté une autonomisation de toutes les coordinations régionales. Il s'est passé beaucoup de choses en région, et c'est plutôt encourageant.

Vous savez qu'il y a eu une commission "d'enfumage" qui a été mise en place pour sauver les festivals de l'été. On a bien voulu se prêter au jeu de cette "concertation" parce que c'était un moyen d'exprimer nos propositions et aussi de contester les chiffres officiels de l'UNEDIC. Nous avons par exemple exigé que nos experts soient présents. On a fini par créer des fragilités dans leurs discours, dans leurs habitudes. On se rend bien compte aujourd'hui que le dossier reste en suspens mais on a bien l'intention de remettre le couvert.

**Laurent Eyraud-Chaume**, acteur et co-animateur de la compagnie "Le pas de l'oiseau" : On s'est vite rendu compte que le dossier des intermittents dépassait la question de l'intermittence mais posait la question de la précarité et de la dignité des revenus pour l'ensemble des précaires français, et notamment des chômeurs. Aujourd'hui il y a à peine 1 chômeur sur 2 qui est indemnisé et le régime des intermittents, face à la multiplication des CDD, est aussi un



contre exemple de ce que pourrait être la solidarité interprofessionnelle. Le MEDEF et la CFDT souhaitent faire glisser cette solidarité interprofessionnelle en une subvention à la culture. Ce que nous disons de manière unanime, c'est que défendre l'intermittence, c'est défendre la culture, mais c'est aussi vouloir rester dans la solidarité interprofessionnelle. Cette volonté nous questionne forcément sur notre manière d'envisager que des personnes qui ont des emplois discontinus en dehors du secteur culturel puissent avoir des revenus dignes. Donc cette bataille est une bataille de chiffres,

**C'est une bataille de visions.  
C'est la bataille de la cotisation sociale, de la mutualisation des revenus.**

mais c'est aussi une bataille de visions. C'est la bataille de la cotisation sociale, de la mutualisation des revenus et du partage des richesses.

On s'est rendu compte dans les assemblées générales que ce qui nous réunissait, c'était la question de la culture mais aussi celle de la précarité. Les intermittents ont souvent été des précaires, ou vont le devenir, et la question du chômage était le coeur de nos revendications. Nous portons 2 combats : la défense de la culture dans tout sa diversité et le fait qu'il puisse y avoir

des artistes sur tout le territoire, mais aussi le combat vers une revendication plus vaste, qui se rapproche du revenu d'existence, le salaire à vie. Ce sont des questions ouvertes, rien n'est tranché mais s'il y a eu autant de monde dans les manifs, c'est aussi parce qu'il y a eu cette question là en filigrane.

**Est-ce que ce n'est pas finalement un système qui nous fait reconnaître que l'on peut rémunérer le travail et le hors-travail, comme dans d'autres moments de la vie ?**

**Laurent Eyraud-Chaume** : Oui, c'est évident. Il faut pourtant être vigilant et continuer à poser la question du financement de la culture. Parler de la discontinuité de l'emploi, c'est admettre qu'il y en a une et l'intermittence n'a pas été inventée pour financer la culture. Ce régime sert parfois à masquer le fait que les collectivités locales ne financent pas, ou plus, le temps de création à sa juste mesure. Il ne faut pas baisser la garde sous prétexte que l'on mène le combat des annexes 8 et 10 et oublier de mener celui pour l'augmentation des budgets de la culture. Car avoir des artistes sur un territoire, ce n'est pas seulement avoir des intermittents mais aussi qu'ils puissent avoir des lieux pour travailler.

**Nicolas Roméas**, journaliste, fondateur et directeur de la revue *Cassandra/Horschamp* : Cette année, la coordination des intermittents a fait le choix ●●●





Le dernier numéro, en librairie et en ligne ([www.horschamp.org/](http://www.horschamp.org/))

●●● de ne pas accentuer l'aspect culturel mais de relier à ce qu'on appelle les précaires, en démontrant qu'un travailleur est un travailleur et que donc il doit y avoir solidarité.

C'est juste de le faire car précédemment, on s'était peut-être un peu enlisé dans une défense un peu floue de ce que représente la culture dans notre société. Mais il va falloir y revenir car on ne peut pas se contenter de parler des travailleurs de l'art comme si

c'était une production comme une autre. Il reste dans notre civilisation en train de chuter des objets qui ne peuvent pas devenir une marchandise sous peine de disparaître. Un poème suscite la relation dont il est porteur à l'intérieur de la société. Il y a un espace qui est particulier, qui représente un secteur non-marchand, un espace symbolique qui n'est pas dans le même système de valeur que la quantité. Il va falloir qu'on revienne à cette conversation là, qu'on se repose la question de la nécessité de favoriser, de souhaiter, d'aider, d'aimer les artistes qui sont issus du groupe, et qui lui sont utiles. Je m'occupe d'une revue, *Cassandra/Horschamp*, dont le but affirmé est de rappeler que ce dont nous parlons, ces gestes artistiques, ne sont pas du domaine de la production mais sont des gestes politiques à l'intérieur de la société. Nous parlons donc de personnes dont on ne parle pas beaucoup ailleurs, car elles ne sont pas dans le circuit commercial et que les valeurs symboliques qu'elles portent ne sont pas

défendues, elles sont la plupart du temps invisibles. Une société qui arrive à oublier une chose aussi essentielle que faire circuler la parole, faire circuler le poème, de

ce qui constitue notre esprit, la construction de notre langage, une société qui rend tout cela à peu près invisible, une société qui perd cela, disparaît.

Le système de l'intermittence donne sa place à des moments qui ne sont pas des moments de produc-

tion immédiate. Nous devrions porter cela au niveau européen.

**Quel lien peut-on faire entre vos pratiques artistiques et la construction d'un imaginaire politique d'émancipation qui pourrait nous être commun ?**

**Thomas Pitiot :** On crée aussi une forme de conscience artistique et d'exigence de radicalité quand on se retrouve dans des situations de précarité. Ceux qui portent des idées radicales ou de changements sont aussi ceux qui ont appris à créer dans la précarité. Cela s'est fortement vérifié lors du conflit à Avignon. Ceux qui ont le plus à perdre luttent.

C'est dans une position de résistance et d'inconfort qu'on apprend à construire d'autres champs du possible, d'autres

façons de fonctionner. Mon expérience personnelle d'auto-production et surtout d'activité associative m'a dévoilé que les gens qui déploient le plus d'imaginaire dans une position alternative sont ceux qui sont ancrés dans le quotidien, ce sont des improvisateurs. Les précaires sont des jazzmen, ils passent leur vie à improviser.

Cela fait 8 ans qu'on fait vivre un festival de chansons à Aubervilliers, qui s'appelle Aubercail. Il s'est construit sur une volonté de donner une place à des gens qui n'en ont pas ou qui n'en ont plus. On s'est aperçu que tous les festivals de chansons reproduisaient finalement leurs programmations, qu'il y avait un copié-collé assez incroyable. Nous avons souhaité proposer une autre forme de chanson, que l'on entend de moins en moins. J'ai la conviction que des jeunes qui faisaient des trucs incroyables dans les années 60, vous savez le fameux trio des Brel/Brassens/Ferré, aujourd'hui seraient complètement inaudibles, incapables d'exister dans la médiatisation actuelle. Allain Leprest est reconnu depuis qu'il a disparu. Les gens qui font la chanson aujourd'hui, les producteurs, les

tourneurs, les journalistes, s'accrochent vraiment de choses uniformisées, très faciles d'accès, et qui ne remettent pas en question la base de ce que l'on décrit depuis tout à l'heure. Je ne sais pas si l'on doit parler

d'engagement. Je ne le suis pas vraiment dans les textes ou de manière théorique. Comme programmeur, ce qui ●●●

**Le régime des intermittents sert parfois à masquer le fait que les collectivités locales ne financent pas, ou plus, le temps de création à sa juste mesure.**

**On ne peut pas se contenter de parler des travailleurs de l'art comme si c'était une production comme une autre.**

●●● m'attriste, c'est la façon dont les artistes aliènent leur liberté pour des choix de métier. Ils deviennent des produits et ne veulent plus jouer s'ils ne sont pas payés à leur "tarif". Avec le festival Aubercail, on essaie de créer une relation "autre", autant avec les artistes qu'avec les tourneurs ou le public. On pense qu'un artiste peut être capable de dire "je viens jouer chez vous, avec telle ou telle condition, et je l'intègre à ma tournée." Il est capable de faire un vrai choix, un choix politique, professionnel.

**C'est dans une position de résistance et d'inconfort qu'on apprend à construire d'autres champs du possible, d'autres façons de fonctionner.**

Aubercail s'ancre dans une tradition de la chanson comme moment de partage, d'échange. On travaille beaucoup avec les enfants, avec un certain nombre d'associations. On fait rencontrer les artistes en amont. On se rapproche très nettement de ce qu'on pourrait appeler la pédagogie, la transmission, l'éducation populaire. La chanson peut être aussi vecteur d'émancipation et ouvre un certain nombre de fenêtres sur l'imaginaire. Dès l'instant où il y a une exigence dans la création artistique et une forme d'engagement, nous avançons. En tant que programmateur, j'aime mettre les autres artistes face à certaines contradictions. Nous sommes dans un monde consumériste et individualiste. Qu'est ce que ça veut dire pour un festival comme le nôtre, d'exister, de subsister dans une économie aussi fragile ? Pour nous, les artistes et le public ont un rôle à jouer.

**Laurent Eyraud-Chaume** : Il y a une chanson de Fabulous qui dit : « *On n'a pas besoin d'être engagé, on a jamais été délogé.* » Aujourd'hui, il y a beaucoup d'artistes qui se disent engagés comme une espèce de label, un *green washing* comme on dit.

Nous ne nous posons pas la question de savoir si ce que nous faisons est engagé. En fait, on fait partie de la société, on est dans les associations, on est des militants par ailleurs, et on se pose la question de savoir de quoi nous avons besoin de parler ensemble. On a une responsabilité comme artiste. Et parler pour nous, c'est écrire de la poésie, faire rire ou pleurer les gens, c'est une manière d'ouvrir le débat, la rencontre.

On a choisi de parler des coopératives car il nous a semblé important d'évoquer la question du travail à la fois sous l'angle de "comment on peut s'appropriier son entreprise ?" et plus globalement "dans quel monde on veut vivre ?". On a fait des collectes de paroles dans les SCOP et dans différentes entreprises. On a été co-produit par le CE des cheminots PACA. Je tiens à le dire, et ce n'est pas un détail. Aujourd'hui, quand on est un "artiste", être co-produit par un comité d'entreprise, ce n'est pas forcément bien vu si l'on veut être dans le milieu du "Théâtre". Nous,

nous assumons et nous sommes fiers que le CE des cheminots PACA ait dit : "C'est important aujourd'hui qu'on parle des SCOP!". C'est un acte courageux alors qu'aujourd'hui tout pousse à autre chose. Donc valorisons-les !

Donc on a eu la chance de rencontrer les gens dans les boîtes et on s'est trouvé un peu naïf. On pensait peut-être que les SCOP, c'était merveilleux, que tout fonctionnait en AG, etc. En fait, les SCOP sont des entreprises comme les autres avec encore plus de contradictions. On essaie de raconter sur scène les difficultés que l'on a à travailler ensemble. On prend beaucoup de plaisir à raconter cette histoire là.

Je ne me sens pas appartenir à l'imaginaire qu'on me propose. Dans les films - il y a des exceptions -, il n'y a jamais de problème de fin de mois le 15, les gens habitent dans des villas avec des piscines, etc. Quand on arrive dans une école de théâtre, on se rend vite compte que les élèves ont des parents qui n'ont pas eu trop de difficultés dans la vie. J'avais l'impression de parler une langue étrangère. J'ai vite compris que s'ils parlent d'amour et d'histoires très "compliquées", etc., c'est que ce sont leurs sujets de conversations, leurs problèmes de carrières, de coeurs... Voilà l'imaginaire qu'on nous propose. Les films pour enfants racontent la compétition, la vitesse, les princesses... Il n'y a pas de hasard, raconter une histoire est

**La chanson peut être aussi vecteur d'émancipation et ouvre un certain nombre de fenêtres sur l'imaginaire.**





La dernière création du Pas de l'oiseau ([lepasdeloiseau.blogspot.fr](http://lepasdeloiseau.blogspot.fr))

●●● un choix politique. Laisser faire, cela veut dire que ce n'est pas important, on baisse la garde, ce n'est pas un combat.

On déclare qu'il faut défendre l'art, la création, et surtout tous nos élus déclarent qu'il faut la liberté de création ! Mais dans la réalité, le directeur de théâtre est contraint par les élus, par le travail sur un public, et surtout par la loi du marché qui est terrible. En musique, c'est fou : il y a une course à l'échalote sur les prix invraisemblable. Chaque mairie veut accueillir son artiste à la mode. Les prix montent. Ce qui est rare est cher. On se retrouve avec des dates à 30, 40 ou 50 000 euros. Les élus acceptent et ne se soucient pas de savoir ce qui est raconté sur scène. Je ne pense pas qu'ils doivent choisir. Je pense que les artistes sont au cœur de la société. Il faut une liberté, mais il faut aussi qu'on trouve des lieux de dialogues, où l'on évoque l'importance de l'imaginaire et de la parole. Tout ceci n'est pas neutre. Ce n'est pas un hasard si tous les films américains se terminent par "*le plus important pour moi, c'est la LIBERTÉ !!!*".

**Les films proposés aux enfants racontent la compétition, la vitesse, les princesses... Il n'y a pas de hasard, raconter une histoire est un choix politique.**

Il y a une multitude de créateurs qui, avec les moyens du bord, sont au cœur de la société, ici et ailleurs. Ils font du théâtre, de la musique, et nous proposent un imaginaire de la fragilité, de l'humanité, qui est un imaginaire bien plus compliqué et riche que celui qu'on nous propose. Se reconnaître humain, être humain ensemble, faire société, se projeter pour changer le monde. La poésie est un bel outil pour creuser ensemble cette complexité.

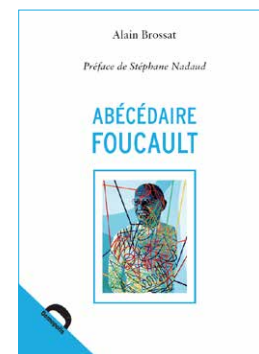
**Nicolas Roméas :** Il faudrait s'emparer des valeurs contenues dans les pratiques non-marchandes. Je ne dis pas que l'art l'a un jour été, car cela fait tout de même plusieurs siècles que les artistes vendent leur art à différentes puissances, à commencer par l'Église, le roi, etc. Mais en fait, ce que vous essayez de faire (*Thomas et Laurent*), c'est de tenter de nous rappeler ce que c'était fondamentalement, avant cette chose étrange, soit élitiste soit marchande, transformée en industrie. Tout ce que

**Se reconnaître humain, être humain ensemble, faire société, se projeter pour changer le monde.**

vous disiez tout à l'heure sur l'engagement, l'éducation populaire, l'aspect pédagogique, nous, nous considérons que c'est ça l'art, un artiste au sens le plus profond du mot. Quelqu'un qui n'est pas en train de transmettre, de faire de la pédagogie n'est pas un artiste. C'est quelqu'un qui vend le statut d'artiste. Un véritable artiste est beaucoup plus proche d'autres formes dans d'autres cultures où le mot "artiste" n'est pas employé, en Asie, en Afrique etc. Quel que soit son nom, chaman, griot, on sait tout de suite qu'il sert à quelque chose. Il est l'un des acteurs fondamentaux de la société. Donc nous n'avons pas besoin de rajouter "engagé", comme quand on parle "d'actions culturelles", comme si c'était un plus qui viendrait se rajouter. Ce que Monsieur Jack Lang a baptisé le "socio-culturel" lorsqu'il a décidé de mettre en place un régime à 2 vitesses : d'un côté ceux qui s'occupent des questions vulgaires et sociales et, de l'autre, un certain nombre de grands arbres qu'on a arrosés. Ceux qui sont utiles sont méprisés et ceux qui sont dans la noblesse d'État n'ont pas besoin d'être utiles. En faisant cela, on perd ce qui est au cœur même du geste artistique.

# Avec et au-delà de Foucault : l'État contre le corps social ?

**Contre les récupérations-normalisation plus que jamais à l'œuvre trente ans après la mort de Michel Foucault, Alain Brossat tente plutôt de "mettre au travail" le texte foucauldien, sous la forme d'un compagnonnage de pensée, pour établir un diagnostic du présent. Dans ce numéro, notre échange concerne le racisme et l'État.**



Alain Brossat,  
*Abécédaire Foucault*  
Éd. Demopolis  
368 p., 25 €

**Gilles Alfonsi** - À la lettre X de votre *Abécédaire Foucault*, vos réflexions concernant la xénophobie expriment clairement ce qui apparaît de plus en plus nettement aux yeux de militants solidaires des Roms et des militants qui luttent face au racisme : le racisme est devenu un des mécanismes "nécessaires" à l'exercice du pouvoir. En effet, au fond, pour gouverner, il faut partager la société, le peuple ou la population entre ce qui doit vivre et ce qui doit mourir. Ainsi, alors qu'on nous dit sans cesse que l'État est le garant de l'unité du peuple (ou de l'intérêt général, ou du vivre ensemble), vous nous dites au contraire que la fragmentation est le geste éminemment politique de l'État. Il faut en définitive que l'État ait toute légitimité, ce qui nécessite qu'il continue d'avoir le droit de mettre à mort, la race et le racisme étant « *la condition d'accessibilité de la mise à mort dans une société de normalisation* ». Pouvez-vous expliquer davantage cette "nécessité du racisme" et comment Michel Foucault a lui-même infléchi sa réflexion à ce propos ?

**Alain Brossat** - Le jeu courant de l'État, dans nos sociétés, c'est de faire comme si la xénophobie était une plaie sociale, un mal qui trouve son origine dans les préjugés, dans des conditions de vie

**La pose du pédagogue en chef qu'adopte l'État en matière de racisme et de xénophobie a pour vocation première de rendre insaisissable le geste du partage et de la fragmentation, qui est pourtant établi au cœur du gouvernement des populations.**

difficiles, des problèmes de coexistence entre communautés, de mauvais plis des discours, de traditions pernicieuses... Ce qui lui permet de s'établir, face à des su-

jets sociaux (notamment issus des milieux populaires, bien sûr) dans la position de l'instituteur instruit de ces choses, éclairé par nature et dont la fonction serait d'"expliquer" sans relâche que le racisme est une bien vilaine chose et d'incarner sans relâche, face à cet obscurantisme sans cesse renaissant, l'universalisme républicain et les principes de tolérance. La charge du préjugé est donc constamment renvoyée sur le public, ce qui va ensuite permettre aux partis politiques et aux gens de la démocratie d'État de faire de la stigmatisation et la criminalisation des catégories les plus exposées et les plus faibles d'étrangers leur fond de commerce au nom de leur nécessaire adaptation à la demande de leurs électeurs - ce "je vous ai entendus !" n'est-il pas, après tout, la règle d'airain de la démocratie représentative ? Et c'est ainsi, donc, que se forme cette spirale dans laquelle on voit des ministres de l'Intérieur socialistes se vanter de "faire mieux" en matière de persécution des Roms et d'expulsion d'étrangers fragiles ●●●

●●● en mal de papiers que leurs prédécesseurs de la droite radicale...

Cette pose du pédagogue en chef qu'adopte l'État en matière de racisme et de xénophobie a pour vocation première de rendre insaisissable ce geste du partage et de la fragmentation, qui est pourtant établi au cœur du gouvernement des populations. Le mode de l'égalisation par les droits politiques que vante la "science politique" tocquevillienne (un homme - une femme ? -, une voix) est l'arbre qui cache la forêt de la production des inégalités réelles issues des répartitions dans des termes qui renvoient toujours, en fin de compte, au vieux fond ethniciste et racialisant de l'État moderne ; à l'établissement de toutes sortes de hiérarchies et de distinctions fondées sur la provenance, là où notamment les conditions de nationalité sont le masque, qui ne trompe personne, du retour perpétuel du legs colonial. Dans nos sociétés, les puissances *effectivement égalisatrices* du dispositif général de la démocratie dite représentative pèsent d'un poids dérisoire auprès des logiques biopolitiques de répartition inégalitaire et de séparation fondées sur la mise en culture par l'État du motif inépuisable de "la race".

Le propre de l'État moderne, c'est sa capacité à redéployer sans fin ce motif, dans les conditions les plus variées, en "travaillant" sur un matériau humain infiniment variable et en mettant en œuvre des procédures discursives constamment renouvelées. Mais au fond, c'est toujours le même geste du partage qui revient, geste destiné à assurer la "gouvernabilité" des populations : celui qui consiste à opposer cette part d'entre elles qui a

vocation à voir promu son "droit à la vie" et cette autre dont le gouvernement oscille sans cesse entre la prise en charge et le rejet, l'utilisation et la persécution ou l'exclusion. La violence associée à l'exercice du pouvoir souverain, dans ses formes traditionnelles, revient en force dans la manière dont les dites démocraties contemporaines en usent avec cette part litigieuse de la population (les

**Le durcissement  
des discours  
anti-islamiques contraste  
avec la façon dont,  
dans ma banlieue,  
les boulangers tunisiens  
prennent la relève  
de leurs prédécesseurs  
"de souche", ceci  
à la satisfaction de tous.  
Envers et contre tout,  
le corps social  
"fait son boulot".**

"étrangers indésirables", ou portant des stigmates ineffaçables – les Musulmans) en plaçant leur destin collectif sous un signe de mort – en vouant une fraction d'entre eux à disparaître dans les flots de la Méditerranée, en associant leur nom au "terrorisme", etc.

On notera à ce propos la différence saisissante entre cette récurrence lancinante de l'opération du partage entre cette fraction de la population dont

l'intégrité et la prospérité aurait pour condition la persécution et le rejet de l'autre et la façon dont le corps social lui, à la longue, dans le temps long de la formation des États-nations, en Europe, en Amérique du Nord, en Australie et ailleurs, absorbe les nouveaux venus et les répartit – tout sauf un processus harmonieux et tout uniment égalitaire – mais un processus qui, dans cette durée, et fût-ce sur un mode irrégulier, *a lieu*. Je dirais, en simplifiant à l'extrême, que, dans la durée et au rebours de toutes les supposées évidences enracinées dans le présent, les sociétés, en Occident, "font le boulot", c'est-à-dire à la longue transforment, reconditionnent le dernier venu en voisin - ceci après l'avoir généralement vu arriver, dans un premier temps, avec une extrême méfiance, voire avec répugnance, étant, dans ce premier temps, habitées par la force du préjugé.

Sur ce plan de la sociabilité, où se jouent, chez nous, les phénomènes non pas tant de coexistence entre communautés que de constitution de systèmes d'interactions entre groupes, la montée des fantasmagories et le durcissement des discours anti-islamiques (qui ne sont jamais qu'une énième reprise du discours immémorial contre l'Arabe égorgeur par nature et vocation) contraste vivement avec la façon dont, dans ma banlieue, les boulangers tunisiens prennent progressivement la relève de leur prédécesseurs "de souche", ceci à la satisfaction de tous.

Envers et contre tout, le corps social "fait son boulot", à tous les étages, mais jusqu'au point, bien sûr, où le jeu de l'État, des partis, des gens de la ●●●



●●● politique institutionnelle consistant à opposer les uns aux autres pour mieux exercer leurs prises sur l'ensemble parvient, dans un contexte de dépression et de désorientation (de disparition de la politique) à exercer sur l'esprit du sujet quelconque une emprise telle que les fantasmagories forment cette sorte de thrombose qui met à mal circulations et interactions évoquées plus haut.

Quand je dis que ce jeu de la fragmentation est celui de tous les partis de l'arc institutionnel, je dis bien qu'il n'en épargne aucun : n'oubliez jamais, vous communistes critiques, que c'est précisément sur ces questions que le PCF a perdu, il y a quelque temps déjà, son dernier philosophe, Etienne Balibar.

À suivre dans *Cerises* n° 232  
La première partie est ici : <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4622>

#### ● Entretien réalisé par Cerises

##### Pour le débat

Surpris-e, stimulé-e... par cet entretien ?

*Cerises* se fera l'écho de vos réactions.

Adressez les à [cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Et nous reviendrons sur ces thèmes prochainement.

## Quand la culture cultive l'immobilité du monde...

La première partie stimulante de l'entretien d'Alain Brossat trouvera dans la restitution du débat de la Fête de *L'Humanité* autour de "Arts et transformations sociales" un écho et certes pas une réponse.

La colère qui l'anime est bien souvent la mienne. Quand on lutte sur le terrain social, pour les sans papiers, la santé pour tous, les coopératives..., les slogans de mon secteur autour de la "défense de la culture" - même "pour tous" - sonnent faux. Le positionnement général du Front de gauche de la culture semblait un brin surréaliste comme si la culture créait de manière magique de l'émancipation. Si c'était le cas, on se demande pourquoi tous les partis institutionnels soutiennent l'existence d'un financement fort de la "culture". Pourquoi le marché a choisi "la culture" comme lieu pour investir et pour rentabiliser. On les attend encore, les millions de Français émancipés... Cette mystification est ancrée chez les plus généreux, les plus précaires aussi... qui se donnent parfois à la "culture" comme à une église. Une "culture" remède à nos maux ? On oublie vite qu'il n'y a pas une mais des cultures, que ces cultures sont souvent des outils d'uniformisation sociale, que le théâtre est une pratique de classe, bien plus que le football ou le cinéma. On oublie que les outils "culturels" sont parfois des outils de dominations. Comment expliquer que les

oeuvres hollywoodiennes semblent être écrites par un ou deux propagandistes de la "liberté" et de la "démocratie" ?

Le débat à la Fête de *L'Humanité* était pour nous comme une réponse à cette comédie de l'unité du "secteur culturel". En tentant de réunir les acteurs concrets d'un chemin d'émancipation, nous souhaitons dire aussi qu'il faut chercher une relation art/société qui ne soit pas tranquille. De brics et de brocs, ça bricole à la marge des actes isolés et pourtant rassembleurs, des morceaux d'imaginaires, des bouts de futurs. Ces acteurs là ont réagi à l'agression israélienne à leur petite mesure... minoritaires dans la vague qui défend la "culture"... Ces acteurs là n'ont cessé d'élargir un combat catégoriel à l'infini d'un monde au delà du salariat... minoritaires sans doute face au flot uniforme d'une profession sur la défensive.

Je n'utilise presque plus le mot culture. Je parle "d'arts et d'éducation populaire". Ce n'est pas parfait. C'est plus proche en tout cas de ce qui nous anime : un processus de création de formes et un espace de constructions d'idées. Le débat est ouvert.

#### ● Laurent Eyraud-Chaume

(Voir également le délicieux, page 13)

# Discussion urgente

La prime de naissance est réduite des deux tiers, une réforme des Assedic consiste à pousser les chômeurs à s'inscrire dans la dualité chômage-précarité, la baisse des impôts se rattrape sur la consommation et flatte la désocialisation... Qui cela vise-t-il ? Assez peu les sexagénaires, plutôt les plus jeunes. L'objectif étant qu'une première génération n'ayant pas connu les acquis du XX<sup>e</sup> siècle considère qu'elle n'a rien perdu. Il ne s'agit donc pas simplement de la perte d'acquis sociaux mais d'une refonte de la société.

Et depuis que nous nous acharnons à défendre ces acquis, nous en perdons à chaque fois des morceaux de plus en plus grands et surtout des morceaux qui mettent en cause leur existence. La question la plus immédiate est donc : quelle société faisons-nous ?

Elle suppose de se dégager de cette normalité qui réserve la politique à la vie institutionnelle et les réclamations à la citoyenneté. On n'est vraiment citoyen que si on arrache une place que nous interdit l'organisation *normale* de la société. Cette place doit permettre non pas de se limiter à réclamer mais de faire par soi-même. Pas tout seul. Avec les autres soi-même, ce qui suppose de pouvoir les reconnaître et pour cela de produire du commun. Ce qui conduit à ne plus s'en remettre à l'État ou à des représentants. Ils font de nous des êtres extérieurs au pouvoir de réalisation et finissent toujours par nous imposer une mise en conformité. D'où le caractère vain de répéter à satiété "RE-construisons la gauche". Je rejoins Alain Brossat, dans *Cerises* la semaine dernière. Déjà avec des coopératives, des actes de désobéissance..., quelque chose travaille la société par en-dessous. C'est vrai. Mais je discute avec lui quand il s'en tient à la somme de tels actes, à leur potentialité de contagion. Cela peut leur faire perdre leur caractère

alternatif et les laisser être absorbés par le système en place ; certaines coopératives en savent quelque chose. L'intention et la volonté de faire système ne peuvent rester l'apanage des dominants.

Faire par soi-même en se pensant faire. Construire son propre récit fait partie de l'action. La compagnie Le pas de l'oiseau a présenté à Avignon une pièce évoquant les difficultés d'une coopérative. Les réactions dans la salle montraient que se voir dans un récit constituait une prise de conscience de ses pouvoirs sur la société. Or, là peut se nicher une erreur : éviter les déboires du XX<sup>e</sup> siècle n'est pas substituer à un défaut le défaut inverse. Le contraire du dogmatisme n'est pas le pragmatisme ; le contraire du "grand soir" n'est pas rejeter

toute production de sens, d'une orientation. C'est aussi un point de discussion avec Alain Brossat. Pas seulement avec lui. Plutôt que de se méfier de toute mise en cohérence, cela ne pose-t-il pas la question de qui produit une pensée propulsive : les philosophes ou les citoyens regroupés ? S'il n'y a pas

de sens, la "désorganisation du système peut aller dans deux directions bien contraires. Le viol des acquis est une désorganisation de la société. Un *auto-récit collectif*, une projection vers une autre cohérence sociétale est un étalon pour juger du présent, de ses inadmissibles et ses possibles. En 1945, la Sécu et les services publics ne devaient-ils vraiment rien à la présence du communisme et à la peur qu'en avaient les dominants ? Loin de moi, la tentation de retrouver un *bon vieux temps*. Mais cherchons ce qui peut faire communauté et la conscience d'être LA puissance publique. Le problème est de ne pas réifier ce qui est action : pouvoir. Là est le premier commun.

**L'intention et la volonté de faire système ne peuvent rester l'apanage des dominants.**

● Pierre Zarka



## De la naissance à la mort, la poésie de la vie



### L'enfance

Pour le commun des mortels (c'est-à-dire pour chacun d'entre nous), il n'est guère de plus grand souci ni de plus grand bonheur que prendre soin des enfants (et des petits enfants). C'est la loi de la vie et de l'amour (qui a toujours à voir avec le culte de la vie, sa transmission, sa protection).

De ce point de vue, *L'Art d'être grand-père* est un livre qui mériterait d'être lu ou relu. Je ne connais pas d'écrivain français qui ait parlé avec tant de justesse, de finesse et de réalisme des enfants. (Et c'est aussi un livre très politique dirigé contre le cléricisme et la conception réactionnaire de l'éducation.)

« *Moi qu'un petit enfant rend tout à fait stupide*

*J'en ai deux ; Georges et Jeanne ; et je prends l'un pour guide*

*Et l'autre pour lumière, et j'accours à leurs voix*

*Vu que Georges a deux ans et que Jeanne a dix mois. »*

Auprès des petits, le grand homme rapetisse et rajeunit :

« *Oui, devenir aïeul, c'est entrer dans l'aurore.*

*Le vieillard gai se mêle aux marmots triomphants.*

*Nous nous rapetissons dans les petits enfants. »*

Le babil des enfants qui parlent à peine l'émeut et il saisit ce langage d'avant le langage. « *Jeanne parle : elle dit des choses qu'elle ignore. »*

La scène aux Jardin des plantes où les enfants regardent l'ours, les singes, le serpent ou l'éléphant, est un sommet de liberté et d'art où le vers rejoint et épouse le langage parlé.

Il est vrai qu'Hugo écrit plus sur les enfants que pour les enfants. (Encore que ses poèmes "marchent" très bien avec les enfants, même tout petits...)

Les poèmes sur les enfants et pour les enfants existaient bien sûr avant lui.

Je pense en particulier aux nombreuses comptines de la poésie populaire, ou au "Rondeau en langage enfanchon" de Charles d'Orléans.

« *Quant n'ont fait assez dodo  
Ces petits enfanchonnés  
Ils portent soubz leurs bonnés  
Visages plains de bobo. »*

Et depuis Hugo, au XX<sup>e</sup> siècle en particulier, cette poésie pour les enfants a

grandi au point de devenir, même si on le méconnaît souvent, un grand domaine de la poésie. Soupault, Desnos, Lorca, Prévert, Pierre Gamarra, Gianni Rodari ou René de Obaldia, par exemple, ont beaucoup contribué à cela.

La poésie pour les enfants plaît aux enfants et les rend heureux.

En particulier quand elle transgresse les interdits. Les gros mots y ont leur place. Ce qui est sale et vilain aussi. Mais emporté par le jeu et transporté par le rythme et l'enjouement du poème. Car la beauté des poèmes pour les enfants (où la tendresse a aussi sa part) n'est pas une beauté froide et impavide. C'est la beauté de la vie. Les grincheux trouveront peut-être qu'écrivant pour les enfants, souvent, les poètes bêtifient. (Trop souvent, en effet on réserve aux enfants des poèmes infantilissants et cucul-la-praline, des rimailleurs pseudo-pédagogiques.) Quand les poètes font les idiots, c'est avec intelligence et en respectant les enfants qui ne sont pas des imbéciles.

« *Un enfant a dit  
je sais des poèmes*

*Un enfant a dit  
ch'sais des poisies. »*



●●● écrivait le très savant Raymond Queneau... mais c'est le privilège de la poésie de maintenir en nous l'esprit d'enfance. Peut-il y avoir poésie sans que se prolonge loin dans l'âge adulte le sens de l'émerveillement de l'enfance ? Et le sens du jeu ?

Bien sûr, la poésie n'est pas qu'un jeu gratuit sur les mots. Mais sans le sens du jeu, il n'y a pas de poésie. Le jeu est précieux. C'est ce qui permet aux enfants de grandir. Et aux adultes de conserver le goût de la liberté et la capacité d'imaginer. Dans toute machine, dans tout système, dans toute société et dans toute pensée, il faut qu'il y ait un peu de jeu pour que les pièces bougent, pour que le mouvement et le changement soient possibles.

### La vieillesse et la mort

Les enfants n'ont de cesse de grandir... Et les grands, qui ne grandissent plus mais vieillissent, regardent l'enfance avec nostalgie, sans pour autant désirer «retomber en enfance». Ils ont raison car ils savent que la vie passe vite. La poésie (comme l'art en général) est une entreprise utopique et obligatoirement désespérée (mais pas pour autant désespérante) d'arrêter le temps.

« //Ô temps, suspends ton vol ; et vous heures propices suspendez votre cours. »

écrivait Lamartine dans "Le Lac", son poème sans doute le plus célèbre. Ce pourrait être le mot d'ordre de tout poème car tout poème est une tentative d'arrêter l'instant qui passe, de fixer une émotion, un instant fugitif, d'éterniser la vie.

Les êtres humains se distinguent dans le règne animal par la conscience aigüe qu'ils ont de leur condition mortelle, qui est d'être né, de vivre une histoire et de passer. La mort est évidemment un grand thème de la poésie universelle, particulièrement de la poésie occidentale. Il y a, en particulier depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle tout un courant de notre culture qui se complaît dans la contemplation de la mort et du néant où elle croit trouver la profondeur. Sans doute est-ce lié au sentiment exacerbé de l'individu qui voit dans sa propre fin la fin de tout.

La réponse des religions à la crainte de mourir est la promesse de la vie éternelle. Celle des philosophes est d'essayer de nous apprendre la sagesse, la résignation ou l'indifférence. Épicure disait que la mort ne nous concernait pas car là où nous sommes elle n'est pas et là où elle est nous ne sommes plus.

(Mais les philosophes ne peuvent nous guérir de la crainte de mourir. Tout au

plus pourraient-ils nous enseigner la peur de n'avoir pas vécu.)

Pour la plupart des gens, la vie consiste à faire comme si nous ne devions pas mourir. Et comme le notait Lafontaine, devant un danger auquel on ne peut rien, le plus imprévoyant est le plus sage. Pourtant, sans doute est-ce ce qui nous pousse à aimer, à construire, à créer, à donner la vie et à la prolonger.

Éluard achevait une conférence qu'il donnait à Londres, en juin 1946, en affirmant que « *La poésie véritable est incluse dans tout ce qui affranchit l'homme de ce bien épouvantable qui a le visage de la mort...* »

Pour ma part, je partage cette poétique de la vie. Celle qui animait Brecht, quand près de mourir, dans la chambre blanche de l'hôpital de la Charité à Berlin, il écrivait :

« ...Maintenant  
Je réussis même à me réjouir  
Des chants du merle après moi. »

Car la mort, après tout, ce n'est que la vie qui continue sans nous.

● Francis Combes





## Faites un pas de côté, allez au Grand Parquet !

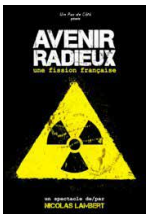
La compagnie "Un pas de côté" est au Grand Parquet jusqu'au 2 novembre et joue 3 spectacles en alternance. La démarche de la compagnie est au confluent d'un théâtre documentaire et d'une oeuvre-récit sociale et joyeuse. Quand on cherche à bâtir un monde nouveau au coeur de celui-ci, il ne faut pas rater ces rendez-vous d'un théâtre citoyen... et, cerises sur le gâteau, quand on se présente à l'entrée comme lecteur de *Cerises*, c'est : une place achetée/une place offerte ! <http://www.legrandparquet.net/>



Premier volet de la trilogie *Bleu - Blanc - Rouge*, *Elf, la pompe Afrique* est une pièce de théâtre de et par Nicolas Lambert. Un imbroglio politico-judiciaire raconté par ses protagonistes. Les vraies paroles d'un procès qui nous regarde. Histoire de comprendre.



*Victoire, la fille du soldat inconnu* : En douze tableaux, Sylvie Grava-gna raconte la jeunesse de Victoire Bayarht - surnommée Chourinette - de sa naissance, le 14 juillet 1916 à Paris, alors que son père meurt à Verdun dans un grand feu d'artifice, jusqu'à l'année 1949, où elle lit *Le Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir, non sans soulagement... Les participants au séminaire Communisme avaient eu le plaisir d'accompagner Victoire dans son cheminement.



*Avenir Radieux, une fission française*, de et par Nicolas Lambert, est le deuxième volet de la trilogie *Bleu - Blanc - Rouge*. Il s'agit ici d'explorer le discours officiel du pouvoir, et la confiscation de la possibilité de débattre. Pour le peuple, comme pour ses représentants.

### ● Laurent Eyraud-Chaume

Compagnie Le pas de l'oiseau  
BlogMédiapart / Facebook

● **Débats d'avenir.** Tandis que la "Manif (dite) pour tous" réunissait ses ouailles à Paris et Bordeaux, une enquête sur "la position des Français sur les questions d'homoparentalité", commandée à l'IFOP par l'Association des familles homoparentales, montrait qu'un an et demi après l'adoption de la loi Taubira, les positions favorables à des évolutions législatives substantielles en matière de parentalité continuent de cheminer dans la société. Une majorité des sondés (53 %) est favorable à l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) aux couples de lesbiennes. Plus d'un sondé sur deux (57 %) approuvent l'avis de la Cour de cassation autorisant l'épouse d'une mère ayant eu recours à une insémination artificielle à l'étranger à adopter l'enfant ainsi conçu. Surprise : 55 % des sondés sont favorables au principe de l'autorisation de la gestation pour autrui (GPA) dans un cadre réglementé. 60 % y sont favorables concernant les couples hétérosexuels, la même proportion y étant opposée pour les couples homosexuels. 51 % des sondés approuvent la décision de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) validant la filiation d'enfants nés d'une GPA réalisée à l'étranger. Nul doute que ces débats ne sont pas clos, mais à venir !



● **Les "rebelles" sur le pont.** Les 17<sup>e</sup> Rendez-vous d'histoire de Blois ayant pour thème "Les rebelles", d'aucuns, saisis par la peur d'une histoire « *outil pour réfléchir sur la condition du présent* » (Michèle Perrot), ont cru possible de cadrer les participants en confiant la conférence inaugurale « *à un auteur connu pour des thèses tournées avant tout vers le maintien de l'ordre, qui peuvent être jugées ultra-conservatrices, sceptiques sur l'impératif de respect des droits de l'homme, familialistes, sexistes et homophobes.* » Les rebelles réagissent dans une pétition (2<sup>e</sup> citation) signée à l'origine par plus de 160 enseignant-e-s-chercheur-e-s, enseignant-e-s du secondaire, historien-ne-s indépendant-e-s. Certains appellent au boycott. Pour sa part, la rédaction des *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, « *n'abandonne pas les Rendez-vous de l'histoire aux tenants du conservatisme social ! Ces 17<sup>e</sup> Rendez-vous seront l'occasion de rencontres et de débats chaleureux et enrichissants, encore plus qu'à l'habitude sans doute, autour du thème stimulant des rebelles* » ! » Plus sur [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net), rubrique "Rencontres".

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>  
[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

